

# Guerre et économie, les liaisons dangereuses

Jacques Fontanel<sup>1</sup> et Liliane Bensahel

Revue Géoéconomie, fin 2002.

2

Conçue d'abord comme un affrontement, violent et meurtrier, de groupes humains organisés, la guerre est un concept polysémique. Aujourd'hui, on parle de guerre froide, de guerre économique, de guerre commerciale, de guerre de l'information, voire de guerre terroriste. Ne doit-on retenir, dans le concept de guerre, que les conflits armés opposant deux ou plusieurs Etats (ou territoires) ou deux ou plusieurs groupes ethniques ou sociaux ? Depuis Clausewitz (la guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens), la définition devient un jugement de valeur. Elle implique une atteinte consciente à l'intégrité physique et mentale des individus et des groupes qui y participent<sup>3</sup>. La guerre a pris de nouvelles dimensions. Pendant ce dernier demi-siècle, la misère a fait plus de morts que les 14.000 guerres répertoriées depuis le début de l'histoire humaine. Il s'agit bien pourtant d'une violence meurtrière, car les pays nantis dissuadent les pays pauvres de revendications légitimes que ces derniers ne peuvent faire valoir, compte tenu du déséquilibre des forces militaires.

La liaison entre économie et guerre est complexe, l'un et l'autre étant, tour à tour, fin et moyen<sup>4</sup>. Ainsi, une guerre se gagne déjà dans sa préparation (Si vis pacem, para bellum). L'économie est elle-même une arme, destinée à appauvrir ou à déstabiliser le pays ennemi (sanctions, blocus, destructions). Le blocus continental de Napoléon a cherché à ruiner l'Angleterre, première étape vers son affaiblissement militaire. Il ne s'agissait pas de conquérir des marchés, mais d'engager un jeu à somme négative, au prix plus élevé pour l'ennemi. Dans ce contexte, l'optimisation économique cède le pas à la puissance relative des Etats.

Deux conceptions économiques principales de la guerre coexistent depuis au moins trois siècles. Pour les uns, la guerre et l'économie sont indissolublement liées par des intérêts communs et des liens d'interdépendance profonds. Pour les autres, la guerre est un fardeau, justifiée ou non par des contraintes politiques et stratégiques des Etats.

## I. Guerre et économie, comme produits joints

Pendant la Guerre de Sécession, le Président des Etats-Unis Abraham Lincoln défendait les intérêts de la puissance industrielle et financière du Nord-Est fortement protectionniste contre le Sud producteur agricole favorable au libre-échange. Cette guerre, pourtant coûteuse et

---

<sup>1</sup> Jacques Fontanel est Professeur à l'Espace Europe de l'Université Pierre Mendès France de Grenoble

<sup>2</sup> Liliane Bensahel est Directrice de l'Espace Europe, Université Pierre Mendès France de Grenoble.

<sup>3</sup> Fortman, M. (2000), « Guerre », Dictionnaire de Stratégie, sous la direction de Thierry de Montbrial et Jean Klein, PUF, Paris, p. 276.

<sup>4</sup> Une étude complète de cette conception a été présentée par Fanny Coulomb (1998), Les théories économiques de la guerre, de la paix et de la défense, Thèse Grenoble, 10 décembre 1998.

sanguinaire, n'en fut pas moins le départ d'un formidable développement industriel sauvage des Etats-Unis. Cet exemple montre l'ambiguïté des relations entre l'économie et les conflits armés. De même, le lancement par les Etats-Unis du programme de la « guerre des étoiles » a signifié la crise économique et la fin de l'expérience soviétique. Cette fois, l'économie a dicté sa loi.

### **I.1. La guerre et sa préparation sont des facteurs de développement**

Dès l'origine des temps, la guerre a été conçue comme un mode naturel d'acquisition des richesses. La prédation constituait un moyen pratique de s'enrichir. « C'est pourquoi celui qui tue un ennemi doit être réprimandé, celui qui s'empare des richesses de l'ennemi doit être récompensé »<sup>5</sup> (Sun Zi). Pour Aristote, chaque homme doit lutter pour conserver sa liberté et ses richesses. Libérant l'homme libre des tâches pénibles et dégradantes, le peuple vaincu est conduit à l'esclavage, lequel constitue un instrument de production essentiel à l'économie grecque. La guerre apporte des richesses au vainqueur.

« La machine de l'Etat moderne est dérivée historiquement des demandes organisationnelles de la guerre et les Etats tels que nous les connaissons aujourd'hui trouvent dans une large mesure leurs origines et leur développement dans le creuset des guerres »<sup>6</sup>. Les armes à feu entraînèrent une formidable transformation de la guerre, des Etats (obligés pour leur sécurité à disposer de revenus réguliers pour faire face aux nécessaires dépenses militaires) et de la vie économique<sup>7</sup>. Les dépenses de préparation à la guerre devinrent considérables, afin d'assurer une sécurité nationale adaptée aux menaces. Rabelais rappelait déjà en son temps que le nerf de la guerre est les « pécunes ». Or, jusqu'à une période très récente, la possession des richesses (par la prédation) et la puissance constituaient les deux principales raisons avouées des guerres.

Pour l'école historique allemande, la guerre est parée de mille vertus, dont celui du développement des forces productives<sup>8</sup>. Pour Sombart<sup>9</sup>, la révolution industrielle européenne et le système capitaliste ont été les fruits de la guerre. Les besoins militaires du conflit armé ont créé les conditions préalables au développement du capitalisme en favorisant :

- la constitution de grands marchés, avec la centralisation des commandes et la consommation de masse,
- l'incitation à l'industrialisation et à la concentration industrielle,
- l'encouragement à l'innovation technologique, à la standardisation, à la recherche des économies d'échelle et à l'organisation rationnelle du travail,
- l'amélioration de l'esprit de compétition et la recherche du profit,
- l'apprentissage de la discipline sociale par les armées modernes,
- l'essor du secteur financier, par la gestion de l'endettement militaire de l'Etat.
- la formation de nouvelles fortunes,

---

<sup>5</sup> Sun Zi, L'art de la guerre, Economica, Paris, 1990, article 11.

<sup>6</sup> Porter, B. (1994), War and the rise of the State, The Military Foundations of Modern Politics, The Free Press, New York, p.xix.

<sup>7</sup> Braudel, F. (1979), Civilisation matérielle, Economie et Capitalisme, Tome II, Collection Références, Livre de Poche, Paris, 1993.

<sup>8</sup> Pour le poète allemand Schiller, « L'homme dégénère dans la paix./ Le calme paresseux est le tombeau du courage/.../ Mais la guerre fait surgir la force/Elle élève tout à l'extraordinaire/Au lâche lui-même elle donne le courage ».

<sup>9</sup> Sombart, W. (1886), Le socialisme et le mouvement social au XIXème siècle », Payot, Paris. Sombart, W. (1913), Le bourgeois, Payot, Paris, 1926. Sombart W. (1932), L'apogée du capitalisme, Payot, Paris.

Le recours aux rapports de forces et l'essor du capitalisme constituaient des moyens efficaces de renforcement de la cohérence des Etats en construction. En retour, l'Etat a favorisé le développement du capitalisme. Proche de la mentalité guerrière, l'esprit d'entreprise, né de la passion de l'or et de l'argent, s'exprimait aussi dans des expéditions militaires, qui permettaient d'arracher par la violence ce qu'il était difficile d'obtenir par d'autres moyens. La guerre est un mal nécessaire au développement économique d'un capitalisme. L'Etat impérialiste (qui étend la puissance nationale au-delà des limites de la métropole) cherche à développer ses marchés dans les pays encore faiblement développés, parfois à l'aide de moyens violents. Il obtient ainsi des matières premières et des moyens de subsistance à bon marché, au détriment du progrès économique des pays colonisés. La guerre sert à développer l'économie des vainqueurs au détriment des vaincus. L'impérialisme, sans conflit armé, conduit à la misère des pays colonisés. C'est une forme de guerre, fondée sur la puissance et l'absence de droits économiques pour les pays vaincus. Dans ces conditions, l'armée est une force productive qui dynamise le capitalisme national et l'internationalisme n'est pas le chemin qui mène au développement économique et à la paix.

Historiquement, la technologie militaire a toujours été un vecteur de développement. Il faut dire que nombre de découvertes scientifiques ont été financées par les Armées. L'armée est un consommateur parfaitement adapté au système industriel et les intérêts économiques des industriels et des militaires se complètent. Comme l'a montré Sombart, l'industrie a beaucoup appris de la guerre. Les principes fondamentaux du système industriel américain en matière de machines-outils, de pièces de rechange, de fabrication en série ont été étendus au secteur civil. Avec le projet Manhattan, les grands projets militaires ont reçu l'aide organisée des sciences et des technologies modernes, au point d'influencer grandement le secteur civil. Avec la mise en place du secret militaire sur les hautes technologies, les sciences, les technologies et l'économie sont devenues les otages du pouvoir politique. Le développement économique d'aujourd'hui dépend en grande partie des choix militaires faits cinquante ans plus tôt. La technologie n'est pas apolitique. Elle est influencée par les forces politiques et sociales dominantes.

Deux analyses (parmi d'autres) donnent à la guerre et à sa préparation une fonction décisive dans le développement économique contemporain. Pour Bouthoul<sup>10</sup>, la guerre est irremplaçable en ce qu'elle assure les fonctions de rééquilibrage ou de réajustement socio-démographique. Pour Ernest Mandel, en créant la pénurie artificielle, « l'armement et la guerre ont exercé dans l'histoire moderne une fonction importante comme moteur de l'accélération de l'industrialisation et de l'élargissement des débouchés »<sup>11</sup>.

## **I.2. La guerre, facteur de puissance économique**

La géopolitique met en évidence les rapports de forces entre les puissances. Un développement économique suffisant, la maîtrise des progrès en matière de communication et d'énergie, un Etat fort capable d'impulser une véritable politique diplomatique, une monnaie fiable d'instrument de réserve et de transactions internationales, la capacité à agir hors de ses propres frontières pour assurer le transfert des ressources vitales (eau, pétrole ou réseaux), la

---

<sup>10</sup> Bouthoul, G. (1961), Sauver la guerre, Grasset, Paris.

<sup>11</sup> Mandel, E. (1972, Le troisième âge du capitalisme, Collection « 10/18 », n°428, 430-431-432, René Julliard, Paris, Tome II, p. 132.

disposition d'une force stratégique nucléaire et une vie culturelle suffisamment universelle pour constituer une force d'attraction constituent les principaux critères<sup>12</sup>.

Pour les mercantilistes, l'intérêt du Prince est l'objectif fondamental de toute économie nationale. L'Etat s'est d'abord affirmé comme une organisation de puissance consacrée à renforcer la prospérité de l'économie nationale. La politique extérieure de chaque Etat vise à abattre toutes les forces adverses, par tous les moyens de ruse et de violence, par la colonisation, l'asservissement, les lois de la navigation ou le recours aux armes. La décision porte non seulement sur la capacité d'enrichissement du pays, mais aussi sur son potentiel à affaiblir l'ennemi. La puissance et l'économie forment un tout indivisible. Ces idées seront reprises par List<sup>13</sup>, partisan inconditionnel du système national d'économie politique, qui suggère que le laissez-faire libéral conduit à la domination des plus forts, et par Veblen<sup>14</sup>, pour lequel le nationalisme et la guerre économique sont essentiels au développement du système capitaliste. La thèse de l'échange inégal<sup>15</sup>, la théorie du sous-développement comme produit du développement des grandes puissances<sup>16</sup> ou les analyses stratégiques fondées sur la théorie des jeux sont autant de réflexions qui perpétuent ce type d'analyse économique en termes de pouvoir.

Aujourd'hui, en liant l'effort militaire au développement technologique de l'industrie de l'information, la force diplomatique et culturelle à la domination de son économie et de sa monnaie, jamais la société américaine n'a été aussi puissante. Washington, puissance arbitrale du monde, consolide son leadership mondial, par le truchement des organisations internationales (chargées de transformer la loi du plus fort en droit international) et de l'idéologie de la globalisation. Il lui est impossible aujourd'hui de dissocier les objectifs de sécurité économique et militaire. Le dollar doit sa valeur à l'hégémonie militaire des Etats-Unis. De nombreux auteurs<sup>17</sup> ont souligné le fait que la politique économique américaine a toujours été marquée par des considérations géoéconomiques, même si le gouvernement des États-Unis défend, dans son discours, un libre-échange impartial et apolitique. Cette conception néo-mercantiliste s'intéresse à l'ensemble des conflits internationaux, y compris économiques. Pour le gouvernement américain, la sécurité nationale dépend d'abord de la puissance économique et chaque nation est en compétition avec les autres sur les marchés mondiaux. Les facteurs économiques dominant souvent l'agenda des considérations stratégiques. La finalité des Empires n'est pas la guerre, mais la paix qui ralentit leur déclin et assure la stabilité. Pour Thurow, « les Etats-Unis seront la superpuissance militaire du XXIe siècle. Mais c'est le premier des handicaps s'ils veulent rester une superpuissance économique »<sup>18</sup>.

### **I.3. La guerre, nécessaire au système économique**

Pour Marx, la guerre appartient au champ de la superstructure, elle est conditionnée par les rapports sociaux antagonistes du capitalisme. Seule, la lutte révolutionnaire de classes conduit

---

<sup>12</sup> Attali, J. (1998), Dictionnaire du XXIe siècle, Fayard, Paris, p. 151.

<sup>13</sup> List, F: "Le système national d'économie politique" 1857.

<sup>14</sup> Veblen, T. (1915), Imperial Germany and the industrial revolution, Augustus M. Kelley, New York, 1964.

<sup>15</sup> Emmanuel, A. (1969), L'échange inégal, Maspéro, Paris.

<sup>16</sup> Freyssinet, J. (1966), Le concept de sous-développement, Mouton, Paris.

<sup>17</sup> Daguzan, J.F., (1997), Les Etats-Unis à la recherche de la supériorité économique, (1997), Revue Française de géoéconomie, Les ressorts de la puissance économique américaine, L'Amérique conquérante. Stratégies pour le XXIème siècle, n°2, Eté. Garten, J.E. (1997), Business and Foreign Policy, Foreign Affairs, May/June

<sup>18</sup> Thurow, L. (1992), La Maison Europe, Calmann Levy, Paris, p. 275.

à la paix. Ces analyses ont été poursuivies notamment par Rosa Luxembourg<sup>19</sup> et Lénine<sup>20</sup>. Pour la première, l'effort militaire est très utile au développement des économies capitalistes, comme catalyseur de l'accumulation primitive, instrument de domination coloniale et facteur hégémonique de lutte entre les pays capitalistes pour se partager le monde. Pour le second, le caractère systémique des guerres est inhérent au mode de production capitaliste. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, est nécessairement caractérisé par les guerres totales et l'exploitation capitaliste du monde. La concurrence entre les Etats développés pour le partage des marchés extérieurs et pour l'exportation des capitaux est une nécessité des lois de la baisse et de l'égalisation tendancielle des taux de profit, maladie mortelle du capitalisme. Les conflits internationaux sont une conséquence des contradictions du capitalisme, pour les nouveaux partages des marchés extérieurs entre les grandes puissances capitalistes. Si la pensée marxiste est surtout marquée par le concept de lutte des classes (qui fait plutôt référence à une guerre civile), le concept d'impérialisme explique, qu'à un certain stade de son développement, le capitalisme est aussi producteur de conflits entre les Etats bourgeois. Plus radical, pour Jaurès, le capitalisme c'était déjà la guerre.

Pour Baran et Sweezy<sup>21</sup>, le capitalisme secrète un surplus, défini comme l'écart entre la production et la demande solvable. Ce surplus peut être absorbé par la consommation des capitalistes, par le gaspillage, par les dépenses gouvernementales civiles, mais les dépenses militaires sont plus efficaces dans ce rôle. Elles respectent les règles du capitalisme, en ne redistribuant pas des revenus à ceux dont la productivité est faible, et elles stimulent les valeurs collectives, qui assurent la pérennité du capitalisme. Une dépense militaire importante, solution majeure aux contradictions du capitalisme<sup>22</sup>, participe donc à la prospérité des Etats-Unis. Dans le même ordre d'idée, Gunder Frank<sup>23</sup> considère que le colonialisme est la cause originelle et permanente du sous-développement. Si au niveau mondial, les dépenses militaires constituent un énorme gaspillage, la puissance militaire permet l'exploitation des autres nations, soit par l'occupation du territoire, soit par l'intimidation, soit par la mise en place au pouvoir de collaborateurs nationaux. Les conflits sont immanents au capitalisme, seules leurs expressions évoluent.

#### **I.4. La préparation à la guerre, facteur de régulation sociale**

Pour J.K. Galbraith<sup>24</sup>, la menace de guerre constitue un élément indispensable de contrôle des désaccords sociaux et des tendances antisociales. Les propositions en faveur d'une transformation de la production de guerre en projets de travaux publics de bienfaisance ne sont pas réalistes, sauf à remettre en cause le système économique. Il n'existe pas, dans le capitalisme américain, de substituts valables aux fonctions militaires des conflits. La menace de guerre, instrument de stabilité des gouvernements, fournit le moyen le plus efficace de réalisation de la stabilité et du contrôle des économies nationales, par la subordination des citoyens à l'Etat et le contrôle des désaccords sociaux. Le système fondé sur la guerre a démontré son efficacité depuis les débuts de l'histoire.

---

<sup>19</sup> Luxembourg, R. (1913), *L'accumulation du capital*, Maspéro, Paris, 1967.

<sup>20</sup> Lénine, V.O. (1916), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions sociales, Paris, 1971.

<sup>21</sup> Baran, P., et Sweezy, P. (1966), *Le capitalisme monopoliste d'Etat*, Maspéro, Paris, 1968.

<sup>22</sup> « Il s'agit d'acheter des armes, des armes encore et toujours des armes ». Baran et Sweezy, Op. Cit. p. 194.

<sup>23</sup> Frank, A. (1972), *Le développement du sous-développement*, Maspéro, Paris.

<sup>24</sup> Galbraith J.K. (attribué à), *La paix indésirable, rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann Levy, 1968.

Pour Jacques Attali<sup>25</sup>, la guerre est la manifestation extrême de la concurrence industrielle. Le conflit conduit à la relance de la production, il transforme les modes de consommation et les habitudes sociales. La phase de non-bataille favorise l'essor des dépenses militaires et le développement de réseaux automatisés d'auto-surveillance. La phase de guerre étendue permet la redistribution du contrôle du pouvoir en faveur des pays industriels dominants. Le capitalisme implique l'émergence d'une phase brutale qui, si elle ne donne pas lieu à une guerre militaire, conduit au développement de l'aliénation symbolique. Aujourd'hui, cette dernière pourrait être retrouvée dans l'idéologie moderne de la globalisation. La guerre fournit le moyen le plus efficace de réalisation de la stabilité et du contrôle des économies nationales, car la possibilité permanente d'y recourir est le fondement même de la stabilité des gouvernements.

## **II. La guerre comme fardeau économique**

Pour Sun Zi, ceux qui ne comprennent pas les dommages que la guerre peut causer n'en comprendront jamais les avantages (article 7). Aujourd'hui, les conflits armés s'avèrent particulièrement destructeurs et donc très onéreux. La préparation à la guerre peut s'avérer destructrice, comme l'échec de l'Union soviétique en porte témoignage. L'attaquant potentiel doit savoir qu'il va subir des pertes (sanctions économiques et destructions d'hommes et de matériels) et connaître une diminution de ses gains (résistance, sabotage industriel, terrorisme). Du fait de la gravité extrême de l'utilisation de l'arme nucléaire, les Etats ont utilisé les armes économiques<sup>26</sup>. Les coûts afférents, importants, sont rarement mis en évidence. L'utilisation de l'économie à des fins de puissance s'apparente à la décision d'un conflit armé. D'ailleurs, le concept même de « guerre économique » est utilisé par ceux qui en appliquent les moyens.

### **II.1. Le conflit armé et sa préparation, un jeu à somme négative**

Pour les Physiocrates et les Classiques anglais et français, la guerre et sa préparation sont des variables expliquées de l'esprit de monopole. Les conflits armés se présentent comme des phénomènes fondamentalement politiques. Pour assurer la souveraineté des Etats, il faut constituer des forces militaires, afin de dissuader les convoitises des autres Etats dans leurs velléités prédatrices, mais, pour Ricardo, la croissance ininterrompue des dépenses militaires conduit inéluctablement à la guerre. Malthus fait l'hypothèse selon laquelle la guerre est d'abord le résultat d'un développement économique insuffisant par rapport à la croissance de la population. Si un accroissement des dépenses militaire peut, à court terme, augmenter la demande globale, à long terme, avec la paupérisation qu'il engendre inéluctablement, il devient une source fondamentale de conflits. Si le contrôle de la population est assuré, les forces de guerre seront maîtrisées<sup>27</sup>.

---

<sup>25</sup> Attali, J. (1978), *La nouvelle économie française*, Flammarion, Paris.

<sup>26</sup> « La guerre économique pouvait correspondre à une réalité du temps du mercantilisme, de l'économie étatisée ou, peut-être, de la bipolarisation stratégique et idéologique de la guerre froide. Au temps de la globalisation et de la concurrence mondialisée, la guerre économique est un abus de langage et la paix dans l'économie une illusion », in Lorot, P. (2001), *Dictionnaire de la mondialisation*, Ellipses, Aymeric Chauprade Editeur, Paris, p. 220.

<sup>27</sup> Pour Wicksell, la guerre est due à la surpopulation et aux structures militaristes. Il rejoint en cela Malthus et Veblen.

Pour Walras<sup>28</sup>, la défense nationale est rejetée du champ d'étude de la science économique. Cependant, si tous les pays adoptaient le libre-échange, les armées permanentes seraient supprimées et les différends internationaux se régleraient par arbitrage. La théorie économique doit conduire au refus des guerres, ce qui constitue un objectif à la portée des générations à venir. De manière générale, les économistes libéraux considèrent que la guerre n'a plus d'avenir dans une société développée<sup>29</sup>. Les dépenses militaires, aux effets d'entraînements faibles et discutables, constituent un gâchis et un coût insupportable. D'ailleurs, Pareto va s'insurger contre les dérives militaristes des gouvernements européens<sup>30</sup>. Opposé à l'intervention de l'Etat dans la vie économique et convaincu de la spoliation du peuple par les classes dirigeantes, il considère que les guerres inconsidérées, illégitimes dans les sociétés développées, conduisent à la décadence des civilisations. Le but de la dissuasion est d'affirmer à l'opposant que, quel que soit son objectif, son action ne sera pas couronnée de succès. L'analyse de Richardson<sup>31</sup> montre que l'augmentation des budgets de préparation de guerre accroît la probabilité de celle-ci. Trois facteurs jouent simultanément : l'évolution des dépenses militaires des adversaires potentiels, les griefs et la « fatigabilité » économique consécutive aux coûts énormes des dépenses militaires (qui réduisent ainsi le potentiel de développement). Dans ce contexte, la course aux armements est productrice de guerre. L'économie joue un rôle plutôt modérateur, mais si les griefs sont forts, la guerre peut intervenir, provoquant un désastre humain et économique.

Keynes, pacifiste convaincu, veut éradiquer à la fois la guerre et le communisme (cette « insulte à l'intelligence »<sup>32</sup>). Si le réarmement peut conduire à une relance provisoire de l'économie, il ne s'agit que d'une solution de pis-aller car, ne répondant pas en soi aux besoins sociaux, elle freine à terme le potentiel national de développement économique. Il est préférable d'engager les investissements publics vers le bâtiment ou les travaux publics qui sont socialement utiles. Les dépenses militaires sont la forme la plus improductive des dépenses publiques<sup>33</sup>. La production d'armement n'est pas tournée vers la production, c'est une consommation improductive. La sécurité est aussi du ressort de l'économie, car la crise économique conduit parfois au renversement des démocraties et à l'application de politiques de puissance. La menace du communisme sur la paix de l'Europe ne pourra être contournée sans un développement économique des pays européens. C'est à ce titre que Keynes condamne les indemnités excessives demandées par les Alliés, car l'épuisement économique et l'humiliation d'une grande Nation ne constituent pas de bonnes bases pour une société de paix. La crise économique de l'Allemagne est une menace pour le développement économique de l'Europe et pour la démocratie. La paix durable est inconcevable sans une solidarité économique internationale des démocraties. À l'encontre des ennemis, il ne faut pas hésiter à employer l'arme économique. La connaissance scientifique de l'économie est un facteur de paix, face à la tentation totalitaire et aux jeux

---

<sup>28</sup> Walras, L. (1879), De la culture et de l'enseignement des sciences morales et politiques, in *Mélanges d'économie sociale*, volume VII.

<sup>29</sup> Nef, U. (1949) *La route de la guerre totale*, A. Colin, Paris. Melman, S. (1974), *The permanent war economy: American economy in decline*, Simon & Schuster, New York.

<sup>30</sup> Pareto, V. (1887/1901), *Libre-échangisme, protectionnisme et socialisme*, Librairie Droz, Genève, 1992.

<sup>31</sup> Richardson, L.F. (1960), *Arms and insecurity. A mathematical study of the causes and origins of war*, The Boxwood Press, Pittsburgh.

<sup>32</sup> Keynes, J.M. (1934), *The new statesman and Nation*, 10 november 1934, Volume 28, in *Collected Writings of John Maynard Keynes*, edited by D. Moggridge, McMillan, St Martin's Press, the Royal Economic Society, 1982., p. 34.

<sup>33</sup> Keynes (1939), *Will rearmament cure unemployment ?*, *The Listener*, June 1

personnels et aléatoires des hommes politiques. La paix est aussi une condition du développement économique.

## II.2. La guerre économique

La guerre économique a toujours existé, des sièges aux embargos, en situation de guerre (politique de la terre brûlée ou du terrorisme économique) ou de paix (boycott ou embargos)<sup>34</sup>. Le primat de l'économie dans les nouvelles relations internationales est affirmé. La guerre économique peut aussi viser l'affaiblissement de la puissance militaire d'un État, soit en situation de guerre (blocus), soit en situation de paix relative est souvent recherchée. Il existe deux objectifs à la guerre économique : contraindre l'ennemi et dominer les partenaires.

Plusieurs stratégies économiques n'ont pas pour objectif le bien-être de l'économie nationale, ni son développement, mais plutôt l'affaiblissement ou l'asservissement d'une autre économie. Les sanctions en vue de provoquer des dommages économiques importants à un pays pour qu'il change de politique (apartheid, violation des droits des minorités, tyrannies ou guerre) constituent des instruments de puissance économique essentiels<sup>35</sup>. Les facteurs économiques deviennent des armes permanentes qui pourtant, pour se régénérer, ne peuvent constamment être déviées de leurs fonctions essentielles. L'insécurité dépend à la fois de la course aux armements, des inégalités, des dominations internationales, voire des exploitations sociales. L'économie est devenue un instrument de pouvoir. La stratégie directe (ou militaire) est rendue difficile du fait de la puissance des forces nucléaires. Les Etats sont donc conduits à avoir une stratégie de "manœuvre indirecte" qui se définit comme l'exploitation de la marge étroite de liberté échappant à la dissuasion nucléaire par d'autres moyens. Les stratégies obliques de dissuasion, les mesures économiques de rétorsion, les embargos, les boycotts sont autant d'armes puissantes, dont les effets économiques et politiques dépendent des mesures d'autodéfense, des solidarités internationales et du potentiel de substitution. Si l'économie fournit les moyens militaires de lutte contre l'ennemi, l'arme économique, destinée à affaiblir l'ennemi potentiel, est souvent inscrite dans les conflits guerriers.

- D'abord, l'Etat doit contrôler la vente d'armes qui pourraient se retourner contre lui. Il s'agit de développer des stratégies de contrôle à l'exportation de produits duaux, mi-civils, mi-militaires, afin d'empêcher l'armée adverse d'accroître son potentiel économique. De manière plus large, la réduction de la force militaire et économique de l'ennemi potentiel est recherchée. Dans ce contexte, l'échange inégal est revendiqué. Cependant, la défense de la base industrielle militaire entreprise par le Pentagone et la politique du COCOM, à finalité stratégique-militaire<sup>36</sup>, se sont avérées extrêmement coûteuses.

- L'effondrement de l'économie soviétique a sans doute été favorisé par l'application de la stratégie de l'appauvrissement par l'effort de préparation à la guerre. La course aux armements constitue un coût, que les plus riches peuvent plus aisément prendre en compte. Les pays les moins développés s'appauvrissent plus rapidement, ne disposant pas suffisamment de « revenus discrétionnaires ». Dans ces conditions, la course aux armements conduit à affaiblir l'Etat le plus pauvre, en vue de la déstabiliser socialement, politiquement et économiquement, jusqu'au point du renoncement à la puissance.

---

<sup>34</sup> Jacques Fontanel et Liliane Bensahel (1992), La guerre économique, Arès XIII/4, décembre, Grenoble, pp 9-50

<sup>35</sup> Claude Lachaux (1992) *Sommes-nous en guerre économique ?*, Revue de Défense Nationale, juin 1992.

<sup>36</sup> Coordinating Committee for Multilateral Controls. Il faut noter que ce contrôle, créé en 1949, a disparu depuis 1994. Pour Lachaux, la finalité du COCOM était bien militaire. (op.cit. p 32)



- La stratégie de la rupture se propose de créer des problèmes économiques dans le pays rival afin d'accroître ses difficultés politiques et sociales. La rupture des flux commerciaux ou financiers déstabilise le pays cible. L'embargo est un instrument de représailles destiné à exercer une pression forte sur une décision souveraine d'un autre Etat. En l'absence d'un consensus international suffisant, cette arme est dangereuse pour celui qui l'utilise. Les principales victimes ne sont pas toujours celles qui sont visées. Cette politique s'inscrit dans un « jeu à somme négative » pour les protagonistes.
- La stratégie de l'encerclement vise à développer des liens d'interdépendance économique susceptibles de garantir la paix (Realpolitik). Les nouvelles solidarités économiques constituent le meilleur instrument de dissuasion à une agression. Cette stratégie n'a pas encore été utilisée avec efficacité.
- La stratégie de la violence politique consiste à prendre le pouvoir économique d'un autre pays lorsque celui-ci est hostile et d'affaiblir ses couches sociales dominantes. Il est nécessaire alors de contrôler les forces politiques de l'appareil de l'Etat et les syndicats, par la nationalisation ou la privatisation, par les grèves ou les émeutes.
- La stratégie de la domination conduit les pays dominants à influencer les pays dominés dans leurs décisions stratégiques. L'arme économique permet à un pays, ou groupe de pays, de dominer un autre pays grâce au pouvoir conféré par le monopole de la fourniture de biens et services vitaux pour sa survie. Les Etats-Unis a souvent utilisé l'arme alimentaire à l'encontre des pays en voie de développement.

### **II.3. Le conflit économique pour la puissance**

Sauvegarder un pays vaut mieux que le détruire. Soumettre l'ennemi sans combattre est ce qu'il y a de mieux (Sun Zi, Art.14). Aujourd'hui, la guerre économique est plus sournoise, elle porte sur des règles internationales jugées « libératrices » à terme, tout en assurant, dans le court terme, des inégalités meurtrières<sup>37</sup>. Aujourd'hui, l'ensemble des relations économiques internationales doit être interprété sous l'angle stratégique, comme résultat du jeu complexe des rapports de force internationaux. Les relations économiques internationales (comme l'aide extérieure, les flux de capitaux ou les négociations commerciales) constituent un instrument de pression (ou de réaction) politique. La politique économique extérieure (protectionnisme, sanctions économiques ou contrôle des produits stratégiques) sont au service des objectifs politiques d'une Nation<sup>38</sup>. Ainsi, Baldwin<sup>39</sup> considère que, en situation d'interdépendance économique croissante, l'intérêt national doit prendre en compte le chevauchement des intérêts nationaux. Dans ce contexte, la distinction entre la guerre et la recherche de la puissance est rendue plus floue.

La puissance de l'Etat se mesure aussi par la puissance économique, à la fois moyen et fin. Pour Thurow<sup>40</sup>, la Triade entre dans une bataille économique intense, une guerre économique que les Etats-Unis ne peuvent se permettre de perdre. Le danger se précise. Il faut protéger les secteurs à haute technologie, soutenir les entreprises américaines victimes des subventions des entreprises étrangères, aider les secteurs à haute valeur ajoutée et agir fermement dans les

---

<sup>37</sup> En ce sens, que dans ce contexte, les coûts de l'homme (nourrir les hommes, soigner les hommes, libérer les esclaves), fondement même de l'économie, ne sont pas satisfaits.

<sup>38</sup> Thomas Schelling (1958), *International Economics*, Allyn and Bacon, Boston

<sup>39</sup> David A. Baldwin (1985), *Economic Statecraft*, Princeton, Princeton University Press

<sup>40</sup> Thurow, L. (1992), *Head to head : the coming economic battle among Japan, Europe and America*, Morrow, N.Y.

instances internationales pour favoriser le développement de l'économie américaine. Cette fois, l'ennemi est plus pernicieux, il est parfois même un partenaire. « Les Etats-Unis seront la superpuissance militaire du XXIe siècle. Mais c'est le premier des handicaps s'ils veulent rester une superpuissance économique »<sup>41</sup>. Avec la fin de la guerre froide, les Etats-Unis se sont engagés dans une guerre économique, les impératifs militaires n'étant souvent qu'une excuse pour développer une politique industrielle, favoriser la recherche-développement et subventionner les entreprises nationales. Les facteurs économiques dominent souvent l'agenda des considérations stratégiques. Pour Bill Clinton, chaque nation étant en compétition avec les autres sur les marchés mondiaux, la sécurité nationale dépend d'abord de la puissance économique. Cette idée, combattue par Krugman<sup>42</sup> (un pays n'est pas une entreprise), a pourtant permis au gouvernement américain de disposer d'un appareil administratif important pour agir sur les relations économiques et stratégiques internationales, notamment par l'intelligence économique. La disposition d'un cabinet de guerre (War room) pour mener la guerre économique met en évidence l'application du principe 102 de Sun Zi, selon lequel « aucun espion n'est trop aimé et aucune récompense est trop importante pour eux ».

Pour Labarde et Maris<sup>43</sup>, la mondialisation c'est la guerre universelle, civile et permanente. C'est une organisation oligopolistique et cartellisée du monde, dans le respect de la logique financière, qui définit une nouvelle organisation du travail de l'entreprise capitaliste et la liberté d'installation des possesseurs de capitaux. Le capital a toujours été international, apatride, plus financier qu'industriel, plus spéculateur que producteur de richesses. La mondialisation ne peut s'affirmer qu'en réduisant la protection sociale et les solidarités. Les politiques ont une responsabilité écrasante, en acceptant les instruments financiers qui donnent l'occasion aux opérateurs privés de disposer de l'arme de la guerre financière internationale. Les firmes multinationales sont les bénéficiaires de cette mondialisation. L'OMC, l'euro, les privatisations, la libéralisation des marchés financiers ou le dumping social sont bien le résultat de décisions politiques répondant à l'attente des marchés, au détriment de celle des travailleurs. Les pays pauvres sont affaiblis par une mondialisation qui n'appelle ni la citoyenneté mondiale, encore moins celle des entreprises. Il s'agit d'une guerre civile quotidienne et généralisée, parfois même sanctionnée par des conflits collatéraux aux conséquences meurtrières importantes. La guerre économique cherche à fragiliser, à affaiblir ou à détruire l'ennemi. Tous les moyens, comme pour la vraie guerre, sont alors mobilisés. La guerre économique est un suicide social.

Pour Arrow<sup>44</sup>, le précédent âge de la globalisation, fin du XIXe siècle, début du XXe siècle, a culminé avec la première guerre mondiale. Ce qui démontre que l'ouverture des frontières n'est pas une étape nécessaire vers la paix. Pourtant, les autorités militaires d'aujourd'hui combinent une insatiable demande pour de nouvelles armes et une aversion accrue pour leur utilisation. Ce n'est pas tant la globalisation que les facteurs qui l'encouragent qui fournissent le signal d'une réduction du potentiel de conflits armés internationaux. Cependant, si pour Ohmae<sup>45</sup>, la fin des Nations est inscrite dans la logique pacifique et plutôt bienveillante de l'économie de marché, pour Reich<sup>46</sup>, défenseur d'un nationalisme économique positif, la désintégration inéluctable des économies nationales risque d'accroître l'insécurité et la

---

<sup>41</sup> Thurow, L. (1992), *La Maison Europe*, Calmann Levy, Paris, p. 275.

<sup>42</sup> Krugman, P. (1996), *A country is not a company*, Harvard Business Review, January-February.

<sup>43</sup> Labarde, P., Maris, B. (1998), *Ah Dieu! que la guerre économique est jolie!*, Albin Michel, Paris.

<sup>44</sup> Arrow, K.J. (2002), *La globalisation et ses implications pour la sécurité internationale*, Pax Economica n°6, Grenoble.

<sup>45</sup> Ohmae, K. (1995), *The end of the Nation-State*, The Free Press, New York.

<sup>46</sup> Reich, R. (1992), *The work of Nations*, Vintage Books, New York.

paupérisation. On assisterait alors à l'essor des États-régions, nouveaux facteurs de croissance. La nationalité d'une entreprise perd son sens, car la monnaie, la technologie, les usines passent les frontières avec de moins en moins de restrictions. Les firmes transnationales et les marchés, désormais les principaux acteurs de l'économie internationale, favorisent la mobilité du capital et les procédures de délocalisation et l'essor de nouvelles technologies, facteurs de revenus importants. Les États-Unis se proposent de devenir le seul arbitre d'une économie mondiale désormais globalisée, en maintenant leur hégémonie économique et culturelle mondiale. Pour Claude Serfati<sup>47</sup>, la mondialisation va de pair avec la dynamique régressive du capitalisme. À côté d'îlots de prospérité, l'économie mondiale est en crise et le fossé se creuse inéluctablement. La globalisation, dominée par les pays les plus riches, fondée sur les inégalités, ne conduit pas à la paix, mais à une guerre (sans ou avec armes) pour la répartition des richesses.

## Conclusion

Aujourd'hui, la guerre, dans son sens strict, connaît plusieurs théories contradictoires. La guerre stricto sensu (donc armée) n'est plus un instrument de gestion des conflits entre les États. D'abord, parce qu'elle est trop coûteuse<sup>48</sup>, ensuite parce que l'essor de la démocratie est un facteur de paix<sup>49</sup>. Enfin, la guerre n'est plus « reconnue » socialement comme un mode de gestion des crises, du fait même de l'existence de l'arme nucléaire. L'apparition de nouveaux conflits armés fait l'objet de débats. Ainsi, Jacques Attali considère que la multiplication du nombre des États, l'absence d'ordre supranational et l'incapacité à faire respecter partout le Droit, ouvrent un bel avenir à la guerre<sup>50</sup>. Pour Brzezinski,<sup>51</sup> l'impératif technologique commande le réaménagement politique de la planète. La société américaine, première société globale de l'histoire, échappe à l'impérialisme. C'est un modèle global de modernité, aux techniques universelles, fondées sur l'industrie de l'information, qui va modifier les institutions héritées de la société industrielle.

L'économie, cause de guerre, est aussi un moyen des conflits armés. La "guerre" a changé de nature, elle n'est pas le souci principal des sociétés d'aujourd'hui, mais elle est une menace récurrente. Elle ne met plus en place des bataillons sur un champ de bataille. Elle devient diffuse, fondée sur des variables politiques et économiques. La guerre économique est au terrorisme d'État, ce que les destructions guerrières sont aux conflits armés. Il s'agit d'utiliser les armes idoines, de quelque nature que ce soit, pour se voir reconnaître un droit ou une domination. À ce titre, les blocus, les sièges ou les actions de puissance de type mercantilistes risquent, à terme, de redevenir des techniques de guerre ou de conflit reconnus par les États.

---

<sup>47</sup> Serfati, C. (1999), Le bras armé de la mondialisation, Les Temps Modernes, janvier-février 2000, n° 607.

<sup>48</sup> Kaysen, C. (1990), Is war obsolete ?, International Security, Vol.14, n°4, pp. 42-64.

<sup>49</sup> Doyle, M. (1986), Liberalism and World Politics, American Political Science Review, vol. 80, p. 1151-1169.

<sup>50</sup> Attali, J. (1998), Dictionnaire du XXIe siècle, Fayard, Paris, p. 157.

<sup>51</sup> Brzezinski, Z. (1971), La révolution technétronique, Calmann Levy, Paris.